

PARLONS DÉVELOPPEMENT

WEBINAIRE



“PAUVRETÉ ET PROTECTION SOCIALE EN TEMPS DE COVID-19 : QUELS ENSEIGNEMENTS TIRER AU MAROC ?”

Mardi 2 novembre 2021 à 16h15 GMT+1

Campus de la **FGSES**

CO-ORGANISATEURS



PARTENAIRE



#ParlonsDéveloppement

Conférence « Parlons Développement » 4^{ème} Edition

Pauvreté et protection sociale en temps de Covid-19 : Quels enseignements tirer au Maroc ?

Une initiative du PNUD, de la Banque Mondiale et du Policy Center for the New South en partenariat avec l'université Mohammed VI Polytechnique FGSES



Brief | Agenda | Biographies

Mardi 2 novembre 2021

16h15 – 17h25 GMT+1

Webinaire

Live-stream (YouTube, Facebook, Live Tweet)

La pandémie de la COVID-19 a déclenché, en une courte période, une crise sans précédent entraînant des effets négatifs sur l'économie mondiale, le progrès social et l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD). Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale et le Policy Center for the New South voient dans ces incertitudes et dans la crise actuelle une nouvelle opportunité de réflexion collective autour des grands enjeux du développement durable. S'interroger sur les transformations durables, aussi bien positives que négatives, que cette crise peut engendrer, et leurs impacts sur les ODD, est le leitmotiv de l'initiative « Parlons développement », qui se veut une plateforme de débat et d'échanges.

L'engagement du Maroc en faveur des ODD, les progrès réalisés en termes de développement humain et les efforts en matière de lutte contre les changements climatiques constituent une base solide pour une sortie de crise qui s'appuierait sur un modèle de développement durable, inclusif et équitable. Riche d'une forte population de jeunes, le Maroc peut également tirer profit de l'aubaine démographique et en faire un levier de création de richesses et d'accélération de la croissance au cours des prochaines années.

Afin de contribuer à la réflexion nationale autour des défis et enjeux de cette crise, le PNUD, la Banque mondiale et Policy Center for the New South proposent une série de dialogues virtuels réunissant acteurs et experts nationaux et internationaux pour débattre des enjeux du développement durable, dans ses aspects sociaux, économiques et environnementaux, et des opportunités que présente le Programme 2030 en tant que feuille de route pour sortir de la crise renforcés et plus résilients. La série de rencontres, « Parlons développement », se déroule avec différents partenaires pour être au plus près des préoccupations des jeunes et du grand public et stimuler un débat riche sur les grands enseignements de la crise de la Covid-19.

Cette quatrième édition de « Parlons développement » est organisée en partenariat avec l'université Mohammed VI Polytechnique et aura pour objectif d'ouvrir le débat sur **la pauvreté et protection sociale en temps de covid : Quels enseignements tirer au Maroc ?**

La pandémie a eu de fortes répercussions sur les économies et la pauvreté dans le monde. Le Maroc n'y a pas échappé. Même si les mesures compensatoires monétaires mises en place rapidement par le gouvernement ont permis d'amortir ce choc négatif, l'urgence d'accélérer la refonte du système de protection sociale apparaît comme une évidence nationale. Elle a d'ailleurs été reconnue au plus haut niveau de l'Etat au Maroc considérant que les systèmes de protection sociale permettent de lutter contre la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie des plus vulnérables. Ces systèmes ciblent surtout des dimensions non monétaires du bien-être de la population notamment en donnant accès aux services de base tels que la santé et l'éducation, ayant des effets à court et long termes. Il y a cependant quelques défis dans la mise en œuvre des mesures de protection sociale et surtout dans le suivi et l'évaluation de celles-ci pour assurer la cohérence, la soutenabilité et la pérennité. Les questions de ciblage

Notre partenaire :

L'université Mohammed VI Polytechnique | Faculté de Gouvernance, Sciences Economiques et Sociales

Composante de l'Université Mohammed VI Polytechnique, la Faculté de Gouvernance, Sciences Économiques et Sociales est un établissement d'enseignement supérieur et de recherche investi d'une double mission : proposer des formations initiales et exécutives en sciences humaines et sociales axées sur les politiques publiques et sur les questions spécifiques qu'elles soulèvent au Maroc et à l'échelle du Continent africain ; mener des recherches de pointe sur ces politiques publiques et ces questionnements.

Agenda

16h15 – 16h35 **La pauvreté et protection sociale en temps de Covid-19 : Quels enseignements tirer au Maroc ?**

Modératrice

Mot d’ouverture

Dorothee Boccanfuso, Permanent Professor, coordinatrice des formations doctorales et Vice-Doyenne, Économie et Économie du développement à l'Université Mohammed VI Polytechnique.

Intervenants

Boutaina Falsy, consultante marocaine spécialisée dans la protection sociale.

Larabi Jaïdi, Senior Fellow au sein du Policy Center for the New South et ancien Professeur à l’Université Mohammed V de Rabat – Agdal.

Touhami Abdelkhalek, Full Professor à l'Université Mohammed VI Polytechnique, chercheur et consultant pour les organisations nationales et internationales.

16h35 – 17h20 **Débat**

17h20 – 17h25 **Conclusions et Mot de clôture**

Dorothee Boccanfuso, Permanent Professor, coordinatrice des formations doctorales et Vice-Doyenne, Économie et Économie du développement à l'Université Mohammed VI Polytechnique.

Biographies



Dorothee Boccanfuso est Permanent Professor, coordinatrice des formations doctorales et Vice-Doyenne, Economie et Economie du développement à l'Université Mohammed VI Polytechnique.

Depuis plus de 20 ans, Dorothee Boccanfuso travaille comme économiste du développement et gestionnaire de la recherche dans de nombreux pays membres de la francophonie. Diplômée de l'Université Laval au Québec (Ph.D en économie), elle a été responsable de la première antenne sur le terrain du réseau PEP à Dakar. Professeure à l'Université de Sherbrooke (Québec) pendant plus de 15 ans, elle a concilié tâches d'enseignement, de recherche et administratives. En plus de son mandat de professeur titulaire, elle a été directrice du département d'économie, directrice du programme de PhD en économie du développement, vice-doyenne à la gestion et secrétaire de l'École de Gestion, vice-doyenne à la recherche et aux études de 3e cycle. Elle a été consultante pour divers organismes internationaux tel la Banque Mondiale, le FMI, l'OCDE, ou encore la BAD.

Ses champs de spécialisation et ses activités de recherche portent sur les questions de bien-être (pauvreté, inégalité) principalement dans les pays en développement. Elle a aussi travaillé sur des enjeux environnementaux, de ressources naturelles, d'agriculture, de migration et de politiques publiques (éducation, santé). Elle a publié plus d'une quarantaine d'articles scientifiques, un livre et plusieurs chapitres de livres. Elle a présidé le comité d'expert sur le revenu minimum garanti du Gouvernement du Québec en 2016-2018. Elle a été présidente de la Société Canadienne de Sciences Économiques de 2013 à 2014. Elle est « Associate Editor » à la Canadian Journal of Development Studies.



Boutaina Falsy est une consultante marocaine spécialisée dans la protection sociale.

Elle a plus de 15 ans d'expérience majoritairement dans le secteur public marocain, dont plus de 7 ans en tant que Directrice de la Protection Sociale des Travailleurs au ministère de l'emploi et de l'insertion professionnelle, fonction qui l'a amené à diriger une équipe de 51 personnes, et de participer au processus national de Dialogue Social, ainsi qu'à la rédaction des textes juridiques de l'assurance maladie obligatoire, de la retraite, de l'indemnisation des accidents de travail et maladies professionnelles et de la mutualité ; Durant cette période Mme Falsy a piloté sur le plan international, les négociations techniques des conventions bilatérales de sécurité sociale conclues entre le Maroc et les pays suivants : France, Belgique, Tunisie, Québec, Turquie, Portugal, Pays-Bas, Allemagne. Elle a aussi supervisé le volet protection sociale dans le cadre du projet « Réussir le Statut Avancé avec l'Union

Européenne», et également la coordination des actions liées à la protection sociale dans le cadre de la conception de la nouvelle Stratégie Nationale de l'Emploi et de la conception du Plan National Démocratie et Droits de l'Homme.

Forte de cette expérience dans le secteur public, Mme Falsy a depuis 2015 renforcé ses compétences en travaillant pour la coopération allemande au Maroc sur les droits économiques et sociaux, la promotion du dialogue social et la protection sociale. Elle a également été consultante auprès du Ministère de l'Intérieur-Direction général des collectivités territoriales DGCT dans le cadre du PACT (Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales) cofinancé par la Banque Mondiale, en charge du Centre de Ressources et d'Appui aux Collectivités (CRAMO) de la région de Casablanca-Settat, d'avril 2018 à Janvier 2019. Entre octobre et décembre 2019, Mme Falsy a été consultante auprès des services du chef du gouvernement, en charge d'une mission d'accompagnement du corps des Architectes en vue de leur intégration aux nouveaux régimes d'AMO et de Retraite des TNS confié en gestion à la CNSS. Courant 2021 Mme Falsy a réalisé une étude au profit du CNDH intitulée « Lecture analytique du projet de la loi cadre n°9-21 concernant la protection sociale, dans une perspective Droit de l'Homme », et travaille actuellement dans le cadre d'une mission dans le même cadre au profit de la CDG Pôle prévoyance sociale. Elle est également consultante auprès de l'Association des Régions du Maroc, en tant que chargée des programmes de coopération internationale et des partenariats.



Larabi Jaïdi est un Senior Fellow au sein du Policy Center for the New South et était Professeur à l'Université Mohammed V de Rabat – Agdal.

Son champ d'expertise inclut les sujets qui se rapportent à l'économie internationale, les politiques économiques, le développement social, les relations internationales et les études méditerranéennes.

M. Jaïdi est également membre de la Commission spéciale sur le modèle de développement. Il est membre fondateur du Centre Marocain de Conjoncture ainsi que le Groupement d'Études et de Recherches sur la Méditerranée. Après avoir été conseiller du Premier Ministre puis du Ministre de l'économie et des Finances, Larabi Jaïdi a siégé en tant que membre du Conseil marocain de la concurrence et de l'Autorité marocaine de lutte contre la corruption ainsi que d'autres entités marocaines et étrangères. Il est membre du conseil de la Fondation Abderrahim Bouabid (Organe de recherche-action sur les questions relatives à la réforme de l'État).

M. Jaïdi est l'auteur de diverses publications relatives au développement économique et social et aux relations économiques internationales.



Touhami Abdelkhalek est Full Professor à l'Université Mohammed VI Polytechnique, chercheur et consultant pour les organisations nationales et internationales.

Il est professeur titulaire de l'Enseignement Supérieur à l'Institut National de Statistique et d'Économie Appliquée (INSEA) à Rabat. Il a obtenu son Ph.D. du département de sciences économiques de l'Université de Montréal au Canada. Il a une double spécialisation en Développement et croissance et en Économétrie. Il a été, pour plusieurs années, professeur visiteur pour assurer des cours à l'Université de Montréal, à l'Université Paris-Dauphine et l'Université de Paris I.

Touhami Abdelkhalek est chercheur associé à plusieurs Instituts et Centres de recherche à travers le monde (ERF du Caire, FEMISE France, CIPREE de l'Université Laval à Québec, CRDE et CIREQ de l'Université de Montréal, API-Kuwait, etc.). Il a à son actif plusieurs publications dans différentes revues scientifiques internationales dont the Review of Economics and Statistics et les Annales d'Économie et de Statistique. Il est membre des Comités éditoriaux de trois revues économiques internationales spécialisées. Ses recherches se focalisent sur des travaux en économétrie appliquée, en modélisation des politiques économiques et en analyse statistique de la pauvreté. Actuellement, il travaille particulièrement sur les aspects d'économie quantitative, de modélisation économique, de statistiques (enquêtes) et sur différentes approches économétriques des questions de développement (pauvreté, inégalité, évaluation d'impact des politiques publiques, marché du travail, éducation, santé, etc.).

Touhami Abdelkhalek est consultant pour plusieurs organismes nationaux et internationaux (ONDH, Banque mondiale, PNUD, UNICEF, etc.) pour le Maroc et pour plusieurs pays Arabes et de l'Afrique francophone



A propos du Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

A ce titre, le PCNS mobilise des chercheurs, publie leurs travaux et capitalise sur un réseau de partenaires de renom, issus de tous les continents. Le PCNS organise tout au long de l'année une série de rencontres de formats et de niveaux différents, dont les plus importantes sont les conférences internationales annuelles « The Atlantic Dialogues » et « African Peace and Security Annual Conference » (APSACO).

Enfin, le think tank développe une communauté de jeunes leaders à travers le programme Atlantic Dialogues Emerging Leaders (ADEL). Cet espace de coopération et de mise en relation d'une nouvelle génération de décideurs et d'entrepreneurs, est déjà fort de plus de 300 membres. Le PCNS contribue ainsi au dialogue intergénérationnel et à l'émergence des leaders de demain.

www.policycenter.ma



GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Le Groupe Banque mondiale

Le Groupe de la Banque mondiale (GBM) est un acteur majeur du développement dans le monde. Il compte cinq organisations, chacune mise au point pour répondre aux problématiques de développement des pays clients :

- (i) La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), communément appelée Banque mondiale (BM) prête aux pays à revenu intermédiaire et aux pays solvables ;
- (ii) L'Association internationale de développement (IDA) accorde des crédits sans intérêt et des dons aux pays les moins avancés ;
- (iii) La Société financière internationale (IFC) appuie à travers des prêts, des fonds propres et des services de conseil le développement du secteur privé dans les pays en développement.
- (iv) L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) offre des garanties contre les pertes associées aux risques non commerciaux dans les pays en développement ; et
- (v) Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) offre des mécanismes internationaux de conciliation et d'arbitrage des différends liés aux investissements.

Le Groupe poursuit deux objectifs majeurs : (i) mettre fin à l'extrême pauvreté en l'espace d'une génération et (ii) promouvoir une prospérité partagée.

La BIRD accorde des prêts aux gouvernements mais accompagne son appui financier d'un appui technique pour assurer une atteinte optimale des objectifs de développement. Les programmes appuyés par la Banque mondiale bénéficient d'un suivi et d'une évaluation des résultats rigoureux tout au long de la période de mise en œuvre des programmes. La branche secteur privé du Groupe de la Banque mondiale, la Coopération financière internationale, travaille directement avec le secteur privé et finance les entreprises par le biais de prêts et de prises de participation. Elle fournit également une assistance technique aux gouvernements afin d'améliorer le climat des affaires.

Mais le portefeuille du groupe de la Banque mondiale n'est pas seulement financier et technique. C'est en effet une organisation de savoir et de connaissances qui a pour vocation de partager les meilleures pratiques mondiales mais aussi des analyses de pointe sur l'économie mondiale et sur l'ensemble des secteurs d'expertise couverts par le portefeuille global du GBM. Les travaux analytiques constituent souvent le socle des opérations de financement et permettent d'informer le dialogue stratégique avec les gouvernements clients.



A propos du PNUD

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) est le réseau mondial de développement dont dispose le système des Nations Unies. Il prône le changement et relie les pays aux connaissances, expériences et ressources dont leurs populations ont besoin pour améliorer leurs conditions de vie.

Le PNUD est un partenaire de longue date du gouvernement Marocain dans la mise en œuvre des priorités nationales de développement. Présent au Maroc depuis 1958, Il inscrit son action dans le Plan Cadre des Nations Unies d'Aide au Développement ou UNDAF, ainsi que son Programme de pays (CPD), dont la coordination est assurée par le Ministère des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'Étranger (MAEC).

L'intervention du PNUD en matière d'appui au gouvernement marocain est structurée autour de trois grandes priorités :

- a) aider le Maroc à honorer ses obligations en matière de droits de l'homme et à mettre en œuvre les réformes constitutionnelles ;
- b) renforcer la cohérence politique des priorités nationales issues de la stratégie nationale de développement durable et d'autres stratégies sectorielles favorisant la croissance inclusive, pour résoudre les problèmes de viabilité environnementale du pays ; et
- c) éliminer les disparités régionales par la planification régionale inclusive et des initiatives de développement locales particulières conçues pour cibler géographiquement les régions reculées et les groupes vulnérables.

À travers les trois grandes priorités de son programme pays, le PNUD contribue aux résultats suivants:

- Gouvernance démocratique et régionalisation avancée ;
- Développement inclusif durable ;
- Inclusion économique, réduction des inégalités et des vulnérabilités.